



MINISTÈRE DES MINES

La Ministre

**ARRETE MINISTERIEL N° 006.16...../CAB.MIN/MINES/01/2022
DU 07 SEPT 2022..... PRENANT ACTE DE LA DECLARATION DE
RENONCIATION TOTALE AU PERMIS D'EXPLOITATION N° 13166 DE LA
SOCIETE ANHUI CONGO D'INVESTISSEMENT MINIER SARL**

LA MINISTRE,

Vu la Constitution, telle que modifiée par la Loi n° 11/002 du 20 janvier 2011 portant révision de certains articles de la Constitution de la République Démocratique du Congo du 18 février 2006, spécialement en ses articles 93, 202 point 36 lettre f et 203 point 16 ;

Vu la Loi n° 007/2002 du 11 juillet 2002 portant Code Minier, telle que modifiée et complétée par la Loi n° 18/001 du 09 mars 2018, spécialement en ses articles 10 et 79 ;

Vu l'Ordonnance n° 22/002 du 07 janvier 2022 portant organisation et fonctionnement du Gouvernement, modalités de collaboration entre le Président de la République et le Gouvernement, ainsi qu'entre les membres du Gouvernement ;

Vu l'Ordonnance n° 22/003 du 07 janvier 2022 fixant les attributions des Ministères, spécialement son article 1^{er} B, point 35 ;

Vu l'Ordonnance n° 21/012 du 12 avril 2021 portant nomination des Vice-Premiers Ministres, des Ministres d'Etat, des Ministres, des Ministres Délégués et des Vice-Ministres ;

Vu le Décret n° 038/2003 du 26 mars 2003 portant Règlement Minier, tel que modifié et complété par le Décret n° 18/024 du 08 juin 2018, notamment ses articles 173 à 179 ;

Considérant la déclaration de renonciation totale n° 7943 introduite par la **Société ANHUI CONGO D'INVESTISSEMENT MINIER Sarl**, en date du **09/03/2021** et les pièces requises y jointes ;

Sur avis favorable du Cadastre Minier ;



A R R E T E :**ARTICLE 1^{er} :**

Il est pris acte de la déclaration de renonciation totale par la **Société ANHUI CONGO D'INVESTISSEMENT MINIER Sarl**, au Permis d'Exploitation n° **13166**.

ARTICLE 2 :

Le périmètre minier couvert par le Permis d'Exploitation n° **13166** renoncé est composé de **06** carrés entiers contigus et uniformes situés dans le Territoire de **Tshilenge**, Province du **Kasaï Oriental**.

ARTICLE 3 :

A compter de la date de la signature du présent Arrêté, le périmètre minier renoncé tel que défini à l'article 2 ci-haut est reversé dans le domaine public.

ARTICLE 4 :

Conformément aux prescrits de l'article 60 du Code Minier, la renonciation totale du Permis d'Exploitation n° **13166** ne donne droit à aucun remboursement des droits superficiaires annuels par carré et autres frais payés à l'Etat pour l'octroi ou le maintien dudit permis.

Cette renonciation totale ne libère pas la **Société ANHUI CONGO D'INVESTISSEMENT MINIER Sarl** de ses obligations relatives à la protection de l'environnement ainsi qu'à ses engagements envers la communauté locale.

ARTICLE 5 :

Le présent Arrêté donne lieu à l'annulation du Certificat d'Exploitation n° **CAMI/CE/6869/2014** du **31/10/2014**.

ARTICLE 6 :

Le Secrétaire Général aux Mines et le Directeur Général du Cadastre Minier, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent Arrêté qui entre en vigueur à la date de sa signature.

Fait à Kinshasa, le **07 SEPT 2022**

Antoinette N'SAMBA KALAMBAYI

Ampliations

- Cabinet du Président de la République	: (1)
- Cabinet de la Ministre des Mines	: (2)
- Secrétariat Général des Mines	: (1)
- Cadastre Minier	: (1)
- CTCPM	: (1)
- SAEMAPE	: (1)
- Direction des Mines	: (1)
- Direction de Géologie	: (1)
- Direction de l'Inspection Minière	: (1)
- Direction chargée de la Protec. de l'Environnement	: (2)
- Div. Prov./des Mines & Géologie du ressort	: (1)
- Sté ANHUI CONGO D'INVESTISSEMENT MINIER Sarl	: (1)

